

Rapport

# Santé ou économie : le conflit éthique qui n'en est pas un



OLIVIER KESSLER\* • Avril 2020

## Résumé

- La protection de la santé est-elle plus importante que l'économie ? Cette question implique une dichotomie entre « les intérêts de l'économie » d'une part et « la santé » d'autre part, qui n'existe pas dans la réalité.
- L'intuition que « l'économie » doit être subordonnée aux intérêts de la santé repose en grande partie sur une vision simpliste de l'économie. Elle postule que dans « l'économie », les acteurs agissent généralement en plaçant la poursuite égoïste d'une accumulation insensée d'argent au-dessus du « bien commun » et sont donc prêts à littéralement « marcher sur des cadavres » pour maximiser leur profit personnel. Il était cependant déjà clair pour Adam Smith que faire du bénéfice dans une économie de marché libre n'est possible que pour ceux qui se soucient du bien-être de leurs semblables. Il n'y a pas de profits légaux qui se font « au détriment d'autrui ».
- Une autre raison pour laquelle « l'économie » est supposée être subordonnée à « la santé » est basée sur l'hypothèse que faire de l'argent est moralement répréhensible en soi. Cependant, gagner de l'argent est une incitation essentielle à devenir économiquement actif d'une manière ou d'une autre, afin de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille et de pouvoir aider potentiellement d'autres personnes.
- « La santé » et « l'économie » ne sont pas opposées. Seule la réalisation de bénéfices permet, par exemple, d'investir davantage dans les soins de santé, ce qui entraîne une amélioration des services et une augmentation de l'espérance de vie. Ceux qui prétendent que « la santé de la population » est plus importante que « les besoins de l'économie » et ceux qui, sous ce prétexte, restreignent sévèrement et de façon permanente la liberté économique, mettent au final en danger les deux.

\* L'auteur est économiste et vice-directeur de l'Institut Libéral.

La situation épidémiologique actuelle et l'état d'urgence déclaré par les gouvernements, qui implique une ingérence massive dans la liberté économique, soulèvent des questions éthiques. La plus débattue à l'heure actuelle est sans doute la suivante : « Les vies humaines sont-elles plus importantes que la prospérité de l'économie ? ». Certains éthiciens avertissent qu'un être humain ne doit pas être sacrifié pour les intérêts de l'économie. Des acteurs politiques adoptent une posture similaire, en affirmant qu'il est logique que les décisions des autorités soient guidées par la protection de la santé publique et non pas principalement par des considérations économiques. Cela implique une dichotomie entre « l'économie » d'une part et la « santé » ou la « vie humaine » d'autre part. Séparation qui n'existe pas dans la réalité. D'où vient ce malentendu ?

Le fait que la santé est un bien précieux n'est pas contesté et n'est pas l'objet central de la confusion actuelle. Précisons toutefois qu'il n'y a pas de ligne de démarcation claire entre quelqu'un de « malade » et « en bonne santé » et que les services de santé ne sont de loin pas « un ensemble homogène de biens et de services » mais qu'ils sont très diversifiés et disponibles en quantités, en qualités et en combinaisons différentes<sup>1</sup>.

Le terme « économie » prête lui encore bien davantage à débat. Qu'est-ce que « l'économie » ? L'économiste Israel Kirzner rappelle dans son livre *The Economic Point of View* que même parmi les économistes, il n'y a aucun consensus sur ce que l'on comprend par là. Si les économistes s'accordent à admettre que les activités des commerçants revêtent une importance particulière, ils ne s'entendent pas sur les raisons de cette situation. Pour certains, le facteur décisif est que leurs actions impliquent l'utilisation d'argent ; pour d'autres, c'est l'échange. Pour d'autres, un commerçant est un acteur économique « car ses activités sont vraisemblablement motivées par son intérêt personnel ». Pour d'autres, en revanche, les actes « économiques » servent à améliorer la vie humaine et à utiliser au mieux des ressources rares<sup>2</sup>.

## Une vision caricaturale de « l'économie »

L'intuition selon laquelle « les intérêts de l'économie » devraient être soumis aux intérêts de la santé repose dans une large mesure sur une conception erronée de l'économie. Selon cette notion, les « acteurs économiques » agissent généralement en poursuivant impitoyablement leur intérêt dans le but d'accumuler une manne insensée d'argent, placent ce but au-dessus du « bien commun » et seraient donc prêts à « marcher sur des cadavres » afin de maximiser leurs profits. L'économie est alors considérée comme un jeu à somme nulle dans lequel les profits ne peuvent être réalisés qu'au détriment d'autrui, puisque, toujours selon cette notion, l'activité économique ne serait en fait qu'une activité nuisible et sans importance qui mènerait à un auto-enrichissement inutile : elle peut et doit donc être res-

<sup>1</sup> Marc Fouradoulas, « Y a-t-il une défaillance du marché dans le secteur de la santé ? », Institut Libéral, à paraître.

<sup>2</sup> Cf. Israel M. Kirzner, *The Economic Point of View*, Indianapolis, Liberty Fund, 2009.

treinte et réglementée par l'État, afin que les « biens les plus précieux » – la santé et la protection de la vie humaine – aient la priorité.

L'affirmation que l'économie est éthiquement inférieure repose donc généralement sur l'hypothèse que les incitations d'une économie de marché libre – consistant en la nécessité de faire des bénéfices et d'éviter des pertes – favorisent les actions égoïstes orientées vers le profit au détriment du bien commun. Adam Smith avait cependant déjà observé qu'il n'est possible de réaliser des bénéfices dans une économie de marché libre que si les ressources disponibles sont utilisées efficacement pour satisfaire les besoins d'autres personnes : ceux qui ne se soucient pas du bien-être de leurs semblables, ceux qui ne leur offrent pas de produits ou de services utiles, ne réaliseront aucune vente et par conséquent aucun bénéfice. Malgré leur prétendue mauvaise réputation, les acteurs économiques à la recherche de profits contribuent manifestement à la prospérité sociale. C'est pourquoi il est faux de penser que les profits sont réalisés « aux dépens des autres ». C'est le contraire qui est vrai : il s'agit d'une situation gagnant-gagnant éthiquement irréprochable, dans laquelle personne n'est lésé, car toutes les parties contractantes participant volontairement à l'échange, et en sortent mieux loties qu'avant, à défaut de quoi elles ne concluraient pas le contrat. L'économie n'est pas un jeu à somme nulle, elle se développe à condition d'être libre, de sorte que chacun en profite.

Une autre raison pour laquelle « l'économie » est censée être subordonnée à « la santé » repose sur l'idée que les acteurs économiques sont avant tout préoccupés par l'argent et l'ambition d'en gagner un maximum sans égard pour la santé des autres personnes. Derrière cette assertion se cache une aversion de nombreux intellectuels pour l'argent, comme le souligne Alan Kahan<sup>3</sup> : l'argent et ceux qui travaillent pour en avoir seraient moralement répréhensibles. Cependant, gagner de l'argent est souvent une incitation décisive à devenir économiquement actif d'une manière ou d'une autre en produisant et en offrant des produits essentiels ou qui améliorent la vie d'autrui – en plus de la nécessité prosaïque de « gagner » sa vie pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

L'argent en soi n'est en rien contraire à l'éthique. Pour une société avancée basée sur la division du travail, l'argent est même un moyen indispensable d'échange : il permet beaucoup plus de transactions que ce que ne permettrait qu'un simple troc de biens, facilitant ainsi l'émergence de processus innovants de création de richesse. Il est également erroné de présenter l'argent comme étant en contradiction par rapport aux soins de santé : le marché des services de soins de santé est un marché comme un autre – avec une offre et une demande pour un large éventail de biens et de services – allant des produits sportifs et nutritionnels pour la prévention des risques aux interventions médicales ou encore aux médicaments pour les traitements.

---

<sup>3</sup> Alan Kahan, « Les relations difficiles entre les intellectuels et l'argent », Institut Libéral, mars 2020 (<https://www.libinst.ch/?i=intellectuels-et-argent--fr>).

Ces services sont plus efficaces et avantageux du point de vue du client ou du patient lorsqu'ils sont fournis dans une économie de marché et un environnement concurrentiel et lorsque les prix se fixent librement, résultant de l'interaction entre la demande et l'offre : cela permet de s'assurer que des ressources précieuses ne sont pas gaspillées pour des produits non demandés. Cette efficacité peut sauver des vies, notamment dans le secteur des soins de santé. Afin de parvenir à une offre qui correspond au mieux à la demande, il est indispensable que les prix se basent sur le marché. L'argent joue donc un rôle indispensable d'information dans les sociétés contemporaines. De fait, il conviendrait de s'opposer fermement au dénigrement systématique de l'argent et des activités réalisées pour de l'argent. Après tout, les activités restantes qui ne sont pas lucratives ne peuvent être menées que dans une société prospère où il existe des ressources excédentaires qui permettent à la solidarité de la société civile d'exister. Souvenons-nous que la prospérité actuelle serait inimaginable sans moyens monétaires d'échange.

## La santé dépend de « l'économie »

Même en partant du principe que « l'économie » n'est dominée que par des motifs égoïstes, on peut donc affirmer, d'une part, qu'elle joue un rôle décisif dans le fonctionnement de la société, et, d'autre part, qu'elle ne peut pas être présentée comme une entrave à la vie et à la santé d'une société humaine. Cette réalité devient particulièrement claire lorsque l'on sait que seuls les profits réalisés permettent d'investir davantage, par exemple dans les soins de santé, ce qui entraîne une amélioration de la qualité de vie : cela se reflète notamment dans l'augmentation massive de l'espérance de vie dans les pays où la liberté économique est relativement élevée ; la longévité dans les pays plus libéraux dépasse de 10 ans celle des pays qui répriment les échanges économiques.

En d'autres termes, ceux qui valorisent l'économie de marché et protègent ses piliers essentiels – les droits de propriété et la liberté contractuelle – favorisent automatiquement la santé de la population, car c'est de cette façon que l'on dispose de plus en plus de moyens pour satisfaire la demande avec des offres supérieures et différenciées dans le domaine des services de santé et de la prévention. Songez aux innovations ingénieuses que l'économie a apportées au cours des vingt dernières années et qui ont permis de surmonter beaucoup plus facilement la crise actuelle, ne serait-ce que les pharmacies en ligne et les différents outils électroniques de communication et de coopération.

Cela s'applique également à la force d'innovation des entreprises dans la situation présente, qui sont souvent sous le feu des critiques en temps normal. Le géant de l'internet Amazon, par exemple, a annoncé qu'il allait prendre en charge la majeure partie de la logistique pour l'achat de kits de test Covid-19 pour des millions de résidents britanniques. Grâce à son expertise, Amazon sera en mesure de livrer ces kits beaucoup plus rapidement que la plupart des institutions étatiques. De nombreuses brasseries et distilleries européennes, qui subissent les injonctions

moralisatrices constantes de l'État-nounou le reste du temps, ont commencé à remplacer une partie de leur production de spiritueux par des désinfectants pour les mains, en faisant souvent don de ces produits à des organismes publics ou à des clients. L'équipe de Formule 1 Mercedes s'est associée à des universitaires pour simplifier et reconcevoir les aides respiratoires pour les patients atteints de Covid-19. En dix jours, ils ont pu produire les premiers ventilateurs et contribuent maintenant à sauver des vies<sup>4</sup>.

« L'économie » et « la santé » ne sont nullement antagonistes. Cela se démontre non seulement par le fait que l'expansion mondiale d'une économie de marché relativement libre et l'augmentation de la prospérité qui en découle ont rendu possible des investissements plus importants dans les soins de santé, mais aussi par le fait que les gens sont devenus plus résistants face aux épidémies : l'augmentation des voyages résultant de la mondialisation entraîne une plus grande résistance à certaines souches de pathogènes<sup>5</sup>.

Ceux qui propagent l'idée que « la santé de la population » est plus importante que « les besoins de l'économie » et ceux qui utilisent ce prétexte pour restreindre la liberté économique mettent en danger de façon périlleuse et permanente les deux. Cette approche d'ingénierie sociale repose sur l'hypothèse que dans le monde très complexe et interconnecté d'aujourd'hui, des secteurs et des économies entières peuvent être fermées d'un seul coup, sans conséquences majeures, qu'il est possible « d'opérer » simplement n'importe quel organe du « corps économique » sans aucun effet secondaire sur le reste de la société. En réalité, de telles interventions politiques sont très risquées. De nombreux secteurs dépendent du fonctionnement d'autres industries, au-delà des frontières nationales. Il est illusoire – comme l'a fait remarquer Friedrich Hayek – de croire qu'il est possible de remodeler le monde évolutif et spontané, basé sur la division du travail, et de lui dicter sa façon d'agir, en suivant des ordres politiques.

Dans son essai classique *Moi, le crayon*<sup>6</sup>, Leonard Read a montré, à l'aide de l'exemple à première vue simple du crayon de papier, sur quelles interactions internationales et intersectorielles complexes repose la production d'objets quotidiens. Dans une mesure encore plus large, c'est également vrai pour une industrie encore plus complexe comme celle des soins de santé. Bien évidemment, elle ne peut pas fonctionner sans l'aide d'autres secteurs ; elle est liée à une multitude de facteurs externes. Le financement des biens et services médicaux dépend non seulement de la valeur ajoutée économique générée par d'autres secteurs, mais aussi de leurs produits et services.

Par exemple de l'industrie des matières premières, qui extrait du sol les éléments de base nécessaires à la production de respirateurs, de masques de pro-

<sup>4</sup> Fred Roeder, « The Bad Boys of the Private Sector Turn into Corona-Angels », Consumer Choice Center, 2 avril 2020 (<https://consumerchoicecenter.org/the-bad-boys-of-the-private-sector-turn-into-corona-angels/>).

<sup>5</sup> R. N. Thompson, C. P. Thompson, O. Pelerman, S. Gupta et U. Obolski, « Increased frequency of travel in the presence of cross-immunity may act to decrease the chance of a global pandemic », The Royal Society Publishing, (<https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rstb.2018.0274>).

<sup>6</sup> Disponible en français sur <http://herve.dequengo.free.fr/Read/Read1.htm>.

tection et d'autres instruments. Ou de groupes technologiques qui produisent des machines plus avancées pour les hôpitaux. Ou de l'industrie des transports, qui livre ce matériel là où il est nécessaire par bateau, par train ou par camion. Ou de compagnies d'énergie qui approvisionnent les hôpitaux en électricité. Ou de sociétés de communication qui permettent un transfert d'informations et une coordination efficace pour l'administration des soins aux patients. Ou encore des instituts de formation et de recherche qui assurent un apport constant de « ressources humaines » et les traitements nécessaires aux différentes maladies des patients. Ou encore des garderies et des écoles ouvertes qui s'occupent des enfants du personnel de santé pendant le temps où ils sont au travail.

## Les effets secondaires des interventions dans l'économie

Tout comme l'endiguement d'une épidémie n'est pas en contradiction frontale avec les « intérêts de l'économie », la paralysie de secteurs et d'économies entières au nom de la santé ne peut être une solution durable. L'économie contribue – sinon directement, du moins indirectement – au fonctionnement de toute la société et, en fin de compte, au système de santé. Les interventions dans l'économie ont des effets secondaires imprévisibles et, en raison de la perturbation du tissu économique, peuvent causer des dommages à long terme bien plus importants que l'épidémie elle-même, qu'elles sont censées combattre.

Toute extension ou prolongation de l'état d'urgence, de même que la dégradation de nombreuses entreprises et de nombreux secteurs mettraient non seulement en danger ou priveraient une partie importante de la population active de ses moyens de subsistance, mais compromettraient aussi gravement le fonctionnement de l'économie et donc du système de soins de santé dans son ensemble. Avec une transition vers une protection ciblée sur les personnes particulièrement vulnérables et une approche fondée sur la responsabilité personnelle pour le reste de la population, l'innovation du secteur privé et la solidarité de la société civile pourraient précisément jouer un rôle prépondérant.



## Impressum

Institut Libéral  
Place de la Fusterie 7  
1204 Genève, Suisse  
Tél.: +41 (0)22 510 27 90  
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur  
[www.institutliberal.ch](http://www.institutliberal.ch).

## Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle.  
Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.  
Copyright 2020, Institut Libéral.